

LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

I- Généralité :

Les **années 1990** se caractérisent par d'importants changements dans tous les domaines de la **société** et par l'aggravation des **disparités** économiques et sociales, dans une dynamique de **globalisation** de l'économie.

Au **Mali**, la situation se caractérise par un long processus de dégradation de l'organisation sociale, affectant toutes les sphères de la vie sociale : **économie**, , **éducation**, **emploi**, **politique sécurité**, etc.

Elle déboucha également sur l'aggravation de la **question Touareg**, puis l'occupation des régions nord du pays constituant **2/3** du territoire national.

II- Les Causes :

Plusieurs raisons sont évoquées comme causes de cette crise :

- Economiques :

La crise mondiale étant, a situation de la bande sahélo-saharienne se caractérise par l'**inflation**, la chute des prix des matières premières, les crises structurelles et l'exacerbation du **chômage** des jeunes.

- Politiques :

Après la révolution de **mars 1991**, les **premiers** dirigeants étaient si absorbés par les difficultés immédiates (**pluralisme démocratique**, **conférences nationales**, **Accords de Tamanrasset**, **mouvements syndicaux**, etc.), qu'ils n'ont guère eu l'occasion de s'interroger sur l'avenir plus lointain du pays, en élaborant des véritables programmes de développement socio-économique du pays à court, moyen et long terme.

A cela s'ajoute la **crise scolaire**, due en partie à la **politisation** de l'espace scolaire et universitaire. Empêchant du coup le déroulement normal de l'année scolaire et l'instauration d'un climat de violence dans les écoles et facultés.

- Sociales :

La destruction des cadres sociaux de référence (**solidarité familiale et de voisinage, propriété collective et accès au foncier**) conduit à un relâchement des formes de protection traditionnelles des catégories et des groupes de populations les plus fragiles, et à la consolidation d'énormes concentrations d'individus et déracinés en milieu urbain.

La **crise des valeurs** prolonge et amplifie la crise économique : **nationalisation**, défense ou réaffirmation des **identités culturelles, guérillas, fondamentalisme religieux**, multiplication des **sectes**, traduisent l'impatience des populations, la **fragilité des pouvoirs**.

III- Les Perspectives :

De nombreuses solutions existent pour sortir le pays de cette situation :

- Sur le plan politique :

La **prolifération** des partis politiques (**120 partis**) exige une **réforme** profonde de la scène politique, dans l'optique d'une fusion de partis politiques, dans le but de bâtir **deux** ou **trois grands blocs** politiques dans le pays.

Ensuite, exiger des partis politiques qui veulent participer aux différentes élections de présenter un programme de développement socio-économique du pays.

Enfin, procéder à la dépolitisation totale de l'espace scolaire et universitaire. Faire de l'école un lieu d'apprentissage de savoir et de savoir-faire. Bref, un cadre de **socialisation** des individus. Dans l'espoir de bâtir des citoyens de demain, avides de savoir et adaptés à un environnement en perpétuelle évolution.

- Dans le domaine économique :

Il s'agit pour l'**Etat** d'assumer ses responsabilités majeures dans la mise en œuvre et le contrôle du processus de croissance aussi bien au niveau des ressources que de la mobilisation des soutiens populaires « **mise au travail** » des populations, recette préconisée de toutes parts par des économies dites à excédent de main-d'œuvre.

Accroître les surfaces cultivées par irrigation et transformer les **cultures spéculatives** excédentaires en **cultures nourricières** qui rapporteraient aux citoyens démunis des vivres de consommation courante.

- **Dans le domaine social :**

Il s'agit surtout de rétablir les seules valeurs qui aient un sens pour le développement et l'avenir du pays, c'est-à-dire les relations humaines et la culture que le développement économique mutile ou détruit nécessairement.

Dans les communautés rurales, il s'agit d'illustrer la problématique de « **l'efficacité agraire** », fondée sur l'observation attentive des pratiques culturelles et des techniques d'encadrement social : **encadrement rural et vulgarisation, aménagements fonciers**, identification des **unités sociales pertinentes** (Logiques paysannes, potentialités des sociétés) et à décrire la permanence dans le moyen et à long terme.

- **Sur le plan administratif :**

La **restructuration** des **institutions** et services publics et privés en vue de créer des conditions dans lesquelles les travailleurs qualifiés puissent exercer efficacement.

Les dirigeants doivent prendre conscience de la fragilité des institutions, difficiles à mettre en place mais aisément anéanties, et donc la nécessité de s'attacher constamment à les renforcer.

En conclusion, la résolution de la crise nationale exige la combinaison de plusieurs facteurs économiques et sociaux : la volonté délibérée des différents acteurs de la vie sociale de s'accepter et d'œuvrer ensemble. Il s'agit pour cela de remobiliser l'ensemble du pays, à travers des réformes pour bâtir un Etat, fondé sur le travail, la justice et l'équité entre les générations, pour un développement durable.